

EN COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



▪ Avec les représentants du Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (FLNKS) Calédonien



▪ Colloque pour refonder les relations France / Mali

Les crises internationales et les guerres s'enchaînent, sans pour autant régler les conflits qui se poursuivent et se renforcent. Plus que jamais l'exigence de paix, de dialogue et de coopération entre les peuples doivent nous mobiliser.

Cela passe par le respect des peuples, des institutions et du droit international. Il n'y a pas d'autre voie durable pour faire émerger les solutions de paix et mettre fin aux conflits et aux guerres.

Cela passe aussi par l'arrêt de la course aux armements, au marché de l'armement qui tire son bénéfice de la terreur et de la mort.

Cela passe enfin par un engagement résolu pour endiguer le dérèglement climatique et assurer les conditions d'accès à l'eau, la nourriture et l'énergie, autant de facteurs qui actuellement aggravent les crises et fabriquent de la misère porteuse de désespoir.

C'est ce que je m'efforce de défendre dans le cadre de mon mandat de vice-président de la Commission des affaires étrangères en portant ou en m'associant à de nombreuses initiatives, notamment :

- La présentation d'un rapport sur la Banque mondiale afin que cette institution abandonne sa philosophie libérale pour se porter vers une réelle coopération éthique.
- L'organisation d'un colloque de près de 140 membres de la diaspora malienne (chercheurs, artistes, militants associatifs) sur la refondation des relations entre le Mali et la France.
- Une projection-débat le 12 décembre sur la guerre qui se déroule depuis 20 ans à l'est de la République démocratique du Congo, avec des centaines de milliers de morts, et des armées étrangères qui pillent les ressources. Ce conflit oublié mérite notre attention et notre solidarité. Nous avons interpellé nos collègues parlementaires à ce sujet et nous espérons sortir de l'oubli ce grave conflit.
- L'organisation de plusieurs réunions du groupe d'étude sur le conflit au Sahara occidental.
- L'interpellation du gouvernement sur les relations entre la France et l'Afrique.

Ainsi que de nombreuses initiatives prises en faveur d'un cessez-le-feu immédiat en Palestine et en Israël, l'arrêt des massacres de populations civiles, la fin de la colonisation et l'ouverture de négociations pour garantir une paix durable à deux États.

J'ai également débuté une mission d'information qui durera plusieurs mois, au nom de la Commission des Affaires étrangères, sur la réforme des Nations-Unies dont le bilan et les perspectives seront communiqués mi 2024.

LA LETTRE
N°12 / JUILLET 2023 - JANVIER 2024



VOS VOIX À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**JEAN-PAUL
LECOQ**
DÉPUTÉ

et Nathalie NAIL
suppléante

Madame, Monsieur,

En ce début d'année, je vous présente mes meilleurs vœux pour vous-même et pour vos proches, mais aussi pour notre territoire de vies et d'emplois, et plus généralement pour notre République commune.

Des vœux de bonne santé sans quoi rien n'est possible ; **Des vœux de solidarité, de partage et de paix** sans quoi rien n'est possible non plus ; Et **des vœux d'épanouissement individuel et collectif** à l'abri du besoin, ce qui ne serait pas un luxe dans une société qui bat chaque année des records de richesses... et de pauvreté.

Des vœux pas seulement parce que c'est d'usage en tout début d'année, mais aussi parce que leur concrétisation serait bien utile dans un climat qui reste rude pour la vie quotidienne de nombre de familles et néfaste pour l'environnement.

Pour ce faire, ce ne sont pas les moyens qui manquent, ni les propositions et notamment celles que j'ai l'honneur de porter avec bien d'autres députés de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale (NUPES) à l'Assemblée Nationale. Ce qui manque en revanche c'est le souci permanent de l'intérêt général, de la justice sociale, de l'humain d'abord, totalement absent au sommet de l'Etat.

Malgré les crises qui se succèdent, malgré les urgences, le Président de la République et sa Première Ministre poursuivent leur politique de casse des services publics, de régression des droits individuels et collectifs, d'inaction climatique et de servitude envers les bénéficiaires des plus hauts revenus qui visiblement n'en ont jamais assez.

Comme le fait l'extrême-droite, ils divisent également la Nation, en opposant les Français les uns aux autres, en désignant les immigrés et les plus pauvres comme les responsables de tous les maux, alors même que c'est leur propre action ou inaction qui abime les vies et fermente les tensions.

Plus que jamais, une autre voie est indispensable pour retrouver ce qui doit faire société. Modestement mais avec conviction et engagement, je m'y emploie à travers mon action parlementaire.

Respectueusement,



SUIVEZ

Jean-Paul LECOQ



SITE INTERNET

www.jeanpaul-lecoq.fr

PERMANENCES PARLEMENTAIRES

A Harfleur
(lundi et vendredi) :
55 rue de la République
76700 Harfleur

Au Havre
(mardi, mercredi, jeudi) :
71 rue Jules Siegfried
76600 Le Havre

TELEPHONE UNIQUE

02 32 92 59 11

MAIL

angela.heranval@clb-an.fr



Bulletin à renvoyer :

Permanence de Jean-Paul LECOQ
55 rue de la République 76700 HARFLEUR

JE VOUS PROPOSE D'ÉCHANGER ET DE METTRE EN PARTAGE LES PROPOSITIONS PORTÉES POUR REMÉDIER :

A LA CRISE DU LOGEMENT :

▪ Le **jeudi 22 février 2024**, salle Jean Le Bosquet, à Harfleur

AUX BESOINS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

▪ Le **jeudi 21 mars 2024**, salle de Frileuse, au Havre

AUX URGENCES DE SANTÉ :

▪ Le **mercredi 10 avril 2024**, salle des fêtes de Mayville, à Gonfreville l'Orcher

A UN POUVOIR D'ACHAT INSUFFISANT :

▪ Le **jeudi 16 mai 2024**, salle communale, à Gainneville

« On ne trouve pas de logement, on fait comment ? »

« Sécurité Sociale à 100% pour tous ! »

« Un enseignant devant chaque élève ! »

« Un médecin pour chacun ! »

RENCONTRE

Vous souhaitez informer votre député d'une situation qui vous interpelle, lui faire une suggestion ou autre, alors n'hésitez pas.

Nom :
Prénom :
Age :
Adresse :
.....
Tél.
E.mail

- Je souhaite être informé de l'actualité de Jean-Paul LECOQ
- Je souhaite adresser un message à Jean-Paul LECOQ

.....
.....
.....
.....
.....

Depuis la rentrée de septembre JE SUIS NOTAMMENT INTERVENU :



Entre **MI-JUILLET**
Et **MI-DÉCEMBRE**

- 20 semaines d'activité à l'Assemblée
 - 1.174 amendements signés et 60 proposés
 - 94 interventions dans l'hémicycle (parmi les 150 députés les plus actifs sur ce critère)
 - 71 interventions en Commission, (parmi les 150 députés les plus actifs sur ce critère)
 - 23 propositions de loi et résolutions
- le détail de mon activité législative est publié sur le site <https://www.nosdeputes.fr/>

SERVICES PUBLICS

- Pour le financement par l'État du transfert de l'IUT du Havre sur son nouveau site.
- Pour l'implantation d'une antenne de l'École nationale supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM) au Havre.
- Pour un vrai statut et la création d'un service public des AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap).
- Pour la création au Havre d'un musée maritime et portuaire permettant notamment d'accueillir les collections de la French Lines et de la construction navale (ACH).

TRANSPORTS

- Pour alerter une nouvelle fois contre le danger que fait courir le terminal méthanier installé dans le port du Havre, l'État n'ayant pas respecté les obligations de débat public et de normes environnementales et sociales.
- Pour l'amélioration des conditions de circulation sur la ligne ferroviaire Le Havre/Paris, l'accélération du calendrier de mise en place de la Ligne Nouvelle Paris Normandie (LNPN) et pour l'émergence d'un véritable plan national d'urgence pour les besoins du fret ferroviaire généré par l'activité du port du Havre.
- Pour la gratuité des ponts de Tancarville et de Normandie à l'occasion de la fin de la concession actuelle accordée par l'État à la Chambre de Commerce.

ÉCONOMIE

- Pour l'installation sur notre zone industrielle d'usines de fabrication de carburant de synthèse pour la transition énergétique dans le secteur maritime et l'aérien.
- Pour que la transition écologique de notre zone industrielle s'organise à travers des assises réunissant les industriels, les syndicats, les associations, les chercheurs, les élus locaux et l'État. Une démarche qui permettrait d'éviter des erreurs grossières et inquiétantes comme pour la création du terminal méthanier ou la fermeture de la centrale thermique.
- Pour que les assurances scolaires entrent dans le cadre des dispositions de la loi Hamon permettant aux usagers de changer de prestataire à tout moment.

PAIX

- Pour l'instauration d'un protocole contre la militarisation de l'espace afin qu'il reste uniquement un lieu de coopération scientifique.
- Contre la politique Française d'exportation des armements qui constitue une catastrophe à tous les niveaux.



Au titre de mes missions au sein de la Commission des

Affaires étrangères, j'ai porté et défendu un rapport sur la décarbonation de la flotte maritime mondiale, pour promouvoir des échanges maritimes plus respectueux de l'environnement et pour réfléchir comment améliorer la situation actuelle avec les acteurs du secteur, avec les entreprises, les syndicats, les associations, les riverains...



LE BUDGET DE L'ÉTAT 2024

(adopté sans vote de l'Assemblée Nationale

D'abord étudié en Commission de l'Assemblée Nationale, le projet de budget de l'Etat présenté par le gouvernement pour cette année 2024, a connu de sérieux revers et pour cause, il ne répond ni à l'urgence sociale, ni à l'urgence climatique, ni à la nécessité de mieux répartir les richesses !

Restée sourde aux propositions des députés, la 1^{ère} Ministre a recouru à l'article 49-3 de la Constitution pour le faire adopter, sans vote.

QU'EN RESSORT-IL ?

- Le niveau des impôts et taxes demeure très élevé mais en y regardant de plus près, il pèse avant tout sur les ménages et de moins en moins sur les grandes entreprises, et presque pas sur les profits. 175 Milliards sont ainsi mobilisés pour des cadeaux fiscaux réservés à une petite minorité.
- L'impôt sur le revenu qui est le seul impôt basé sur les revenus réels des contribuables ne représente que 20% des recettes fiscales, loin derrière ce que rapporte la TVA qui frappe tout le monde sur toutes ses dépenses, et derrière la CSG qui est supportée principalement par les salariés et les retraités.
- Dans le même temps, les aides aux entreprises, enfin aux grosses entreprises, mobilisent 200 Milliards sans aucune contrepartie exigée notamment en termes de salaires et d'emploi.
- La part du budget consacrée aux dépenses de santé est en évolution de +3,2% donc bien en dessous de l'inflation ! Qui va supporter la différence ?
- Face à l'inflation, pas de hausse généralisée des salaires et des pensions, pas de blocage des prix, presque plus de protection contre la hausse des factures d'énergie...

LA VOIX
DES GENS D'ICI !

INDUSTRIE ÉCOLE
RÉPUBLIQUE SERVICES PUBLICS
SANTÉ PAIX
POUVOIR D'ACHAT
COMMUNES LOGEMENT
SOLIDARITÉ EMPLOI FRATERNITÉ
CULTURE PORT ET MER DÉMOCRATIE
RETRAITE À 60 ANS
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
DROIT INTERNATIONAL

ASSEMBLÉE NATIONALE
JEAN-PAUL LECOQ
VOTRE DÉPUTÉ

En bref...



Jeunes de la Renaissance et du Bois-de-Bléville reçus à l'Assemblée



Rassemblement aux Invalides pour un cessez-le-feu en Palestine



Conférence de presse de rentrée



Fête de la ville à Gonfreville l'Orcher



Inauguration de la passerelle Daniel Colliard au Havre



Hommage au peuple Kanak à Harfleur et Gonfreville l'Orcher



Hommage aux résistants Pierre et Armand Hiaux, à Rouelles